

Tout principe est un jugement, tout jugement est l'effet de l'expérience, et l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens.

Sade

I INNOV. DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire Redéploiement Industriel et Innovation
Université du Littoral, Dunkerque

N°2 - Mai 1997

EDITORIAL

Nous tenons à remercier tous ceux qui, avec accueil et par leurs conseils amicaux, contribuent à l'amélioration constante de cette lettre d'information. Le tirage approche déjà les cent exemplaires.

Dans ce deuxième numéro, le lecteur trouvera de nouvelles rubriques, des clins d'œil et surtout de nouvelles contributions aux débats sur le travail (thème central des Ateliers cette année), l'entrepreneur, l'information, etc.

En matière de recherche et d'édition, de nouvelles collaborations ont été mises sur les rails et les rendez-vous scientifiques se multiplient. Nous nous frayons un chemin dans la pensée économique "dérangante".

L'histoire et la sociologie nourrissent notre démarche, car l'économiste moderne, pris par ses "mathématiques informatisées", oublie souvent que "l'économie est une science inexacte et l'avenir tellement incertain" (Paul Samuelson).

SOMMAIRE

Au Carrefour des Rencontres

Ateliers d'Innovations : Durand, Lojkine, Palloix, Gadrey et Jany, Delforno – Séminaires 'Economie et Innovation' – La "Toile" de RII, la recherche en réseaux : Amiens, ARTT, INALCO.

Page 2

La Recherche en Marche

Publications des chercheurs de RII – Les échos de la recherche : ERSI-Université de Picardie, Espace Marx, ISERES.

Page 4

Le Point sur...

- "Information scientifique et technique et rapports capitalistes", Blandine Laperche.
- "L'entrepreneur dans la pensée économique indienne classique", Jérôme Ziel.

Page 6

Page 7

Les Rendez-Vous de R.I.I.

Séminaires "Economie et Innovation" – Ateliers d'Innovations : mai-juin et programme pour 1997-1998 – Numéro 6 de la revue *Innovations*.

Page 8

Anticonformistes...

Page 8

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédacteurs : Renaud Bellais et Jérôme Ziel.

Le Laboratoire "Redéploiement Industriel et Innovation" est animé par Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier. Il bénéficie des services scientifiques de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de l'Université du Littoral.

Laboratoire RII – Université du Littoral – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – F-59240 DUNKERQUE (France) – ☎ : +33 3.28.23.71.34 – fax : +33 3.28.23.71.10 – email : "uzunidis@univ-littoral.fr" ou "ziel@netinfo.fr"

Au Carrefour des Rencontres

Ateliers d'Innovations

- **Automatisation de la production, tertiarisation et chômage (13 janvier 1997).**

Jean-Pierre Durand, Professeur de Sociologie à l'Université d'Evry.

Avec la restauration des bénéfices des entreprises au milieu des années 1980 émerge un nouveau modèle productif (NMP). Ce retour à l'accumulation est marqué par dans un sous-emploi structurel et des destructions massives d'emploi.

Phase de transition, le NMP se concrétise par : (1) une intégration croissante entre industrialisation et R-D ; (2) une intégration de la firme étendue – la grande entreprise et ses sous-traitants – à l'aide d'un système d'information ; (3) la destruction des barrières internes de la firme par le biais de "systèmes communicants" ; (5) la généralisation de la production en flux tendu ; (6) une auto-évaluation des salariés afin de créer une "implication/contrainte".

L'hétérogénéité de l'information et les modalités de construction des systèmes d'information constituent deux limites majeures au NMP. C'est pourquoi l'homme reste irremplaçable dans les systèmes d'information pour en extraire les données pertinentes – souvent non formalisables.

- **La révolution informationnelle et les mutations du travail (3 février 1997).**

Jean Lojkine, Directeur de recherche, Centre d'étude des mouvements sociaux ; EHESS-CNRS

Plus que l'apparition de nouvelles technologies, la révolution informationnelle (RI) se distingue par une mutation du travail. Nous sommes passés de robots *pré-réglés* à des automates capables de faire face à des situations aléatoires en *s'auto-contrôlant* et *s'auto-corrigeant*. Ceci constitue une discontinuité fondamentale avec la révolution industrielle, fondée sur la mécanisation et l'automatisation. Bien plus, cette révolution dépasse le cadre du travail pour transformer l'ensemble des activités humaines et nos modes de vie, à l'inverse de la révolution industrielle. Cependant la RI n'est pas neutre ; elle répond à des pressions capitalistes qui pervertissent les innovations technologiques.

La RI ne se réduit pas à une technologie, car le traitement et l'interprétation de l'information ne peuvent être laissés à des machines. L'ambivalence et la polysémie de l'information (qui en font la richesse) appellent l'activité humaine. La RI marque ainsi le passage d'une relation entre l'homme et les moyens matériels (de production) à une relation d'homme à homme. Le développement de l'homme – et non plus de la production physique – devient donc la finalité de

l'activité humaine, ce qui explique selon Jean Lojkine la crise actuelle de nos sociétés.

- **le 10 février 1997 : Et si la contradiction principale n'était pas celle que l'on croit ?**

Christian Palloix, Directeur de l'ERSI, Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne, Amiens.

C. Palloix rappelle que le capitalisme s'est constitué avant tout à partir de la genèse du salariat, plus que de l'accumulation. Aux XVI/XVIIèmes siècles se produit une libération de la paysannerie créant l'opportunité de nouvelles formes de mise au travail – mutation bien plus importante que les changements technologiques dans la compréhension de l'émergence du capitalisme. Le capitalisme va donner une détermination spécifique à ce fond commun des sociétés qu'est le travail. *Quid* alors de la "fin du travail" aujourd'hui ?

Pour C. Palloix, cette question est vide de sens. Elle reflète la confusion entre travail et salariat. L'évolution actuelle exprime la contradiction majeure du capitalisme depuis la fin du XIXème siècle. La finance se développe au détriment de l'industrie, forçant cette dernière à verser toujours plus de revenus financiers et donc à compresser ses coûts (licenciements, flexibilité du travail). C'est la raison pour laquelle une société de "salarisation restreinte" – qui existe depuis toujours dans le tiers monde – tend aujourd'hui à se généraliser. Nous sommes donc bien loin de l'euphorie de la fin du travail !

- **le 3 mars 1997 : France-Japon : L'Emploi en détail**

Jean Gadrey, Directeur du LAST, Professeur à l'Université des Sciences et Techniques de Lille, et Florence Jany, de l'USTL.

Pourquoi y a-t-il beaucoup plus d'emplois dans le commerce de détail au Japon qu'en France (toutes proportions gardées) ?

Commerce de détail	FRANCE	JAPON
emploi total	deux millions	huit millions
salariés pour 1000 hab.	38	66
part de la pop. occupée	13,4%	18,3%

Pour Gadrey et Jany, cette différence n'est pas due à la forte présence d'échoppes familiales au Japon, car la salarisation est à peu près la même qu'en France (ces commerces ont connu un processus de franchisation dans les années 1980). L'hypothèse d'une durée du temps de travail plus faible n'explique que partiellement le sur-emploi. Il existe une *frange non négligeable* d'emploi à temps partiel (femmes, étudiants, retraités), mais la durée de travail effectif est très supérieure à la durée légale et au temps de travail moyen en France.

Malgré des coûts salariaux plus faibles (surtout pour le temps partiel), c'est la structure spécifique du commerce de détail au Japon qui permet de comprendre cette différence. Le temps partiel n'y est pas imposé, car il est recherché par certaines catégories d'individus en fonction de leur statut social et familial. Ce genre d'emplois sous-valorisés est accepté, car il correspond à *un revenu d'appoint*.

- **le 7 avril 1996 : À la recherche d'une des clés de la sortie de crise. La place des conditions de travail et du salaire**

Alda Delforno, Université Pierre Mendès France de Grenoble.

L'école de la régulation grenobloise a mis en avant la périodisation du capitalisme, c'est-à-dire la succession de périodes régulées (pendant lesquelles les contradictions entre les capitalistes et les salariés continuent de se développer), et de crises -pendant lesquelles sont remises en cause les normes sociales.

La crise actuelle n'aboutit pas à une nouvelle période régulée. Derrière le terme "mondialisation" se cache une fuite en avant des capitalistes, à la recherche de coûts de production toujours plus bas. L'espace du travail ne correspond plus à celui des capitaux, et le système productif – inscrit dans un espace de référence de concurrence entre capitaux et dominé par une puissance publique – devient incohérent. Face à cette décomposition des systèmes productifs, c'est aux travailleurs que les plus grands sacrifices sont demandés : ils doivent intégrer l'incertitude, autrefois apanage des capitalistes.

Séminaires 'Economie et Innovation'

- **Autour de la "firme-réseau" (janvier 1997)**

A travers l'analyse de l'éclatement des processus productifs, **Olivier Coppin** présente une nouvelle forme d'organisation de la production : la firme-réseau. Afin de s'adapter au processus de mondialisation, les firmes ont d'abord déconcentré leur production – permettant l'externalisation et la délocalisation des activités à faible valeur ajoutée.

Les grandes firmes ont réduit leurs coûts de transaction par une politique d'"externalisation internalisante", tout en conservant le pouvoir sur les marchés. La firme-réseau ne gère pas des actifs, mais des flux relationnels, organisant un processus productif partagé entre plusieurs firmes. Les relations inter-firmes constituent alors un subtil mélange de coopération et de concurrence (réduite).

- **Investissement et développement (février 1997)**

Si les pays en développement tendent à être les grands oubliés de la décennie, **Sabbah Fatoohi** nous montre que les pays producteurs de pétrole doivent tenter de trouver une voie de développement compatible avec leurs ressources et cohérente avec la structure socio-économique de leur pays.

L'intérêt de son approche est de mettre en valeur une approche systémique du développement (telle

qu'elle avait été esquissée en Irak au début des années 1970), pour sortir d'une économie de rente.

Julien Etogo démontre que le concept d'"attractivité" reste fondamental pour comprendre l'évolution des flux d'investissements internationaux. Au-delà de l'approche traditionnelle des avantages comparatifs, son analyse fait apparaître l'importance de la demande solvable locale, des politiques d'accueil et de la qualité du tissu industriel local (sous-traitants, infrastructures,...).

- **Croissance et flux internationaux de capitaux (mars 1997)**

Les investissements étrangers directs (IED) jouent un rôle de plus en plus important dans la dynamique des pays industrialisés. **Maguy Sommeville** retrace le processus de mondialisation de l'économie (et sa théorisation) afin de comprendre les problèmes et les enjeux actuels. Ceci est d'autant plus vrai que les États cherchent à capter les flux d'IED afin de lutter contre le chômage.

France, "terre d'accueil" des IED ? C'est la question à laquelle **Arnaud Langlet** tente de répondre. En voulant attirer les firmes multinationales sur leur territoire, les pays montrent que ces derniers jouent un rôle essentiel dans la dynamique économique. Pour établir la pertinence des politiques publiques d'attraction des capitaux, il est impératif de comprendre quels sont les facteurs sur lesquels les FMN fondent leurs stratégies.

- **Mutations sociales et technologiques (avril 1997)**

La Chine est-elle le futur géant économique du XXI^e siècle ? Peut-on parler de miracle économique, ou au contraire de menace ? Afin de relativiser les formules chocs, **Jérôme Ziel** brosse le paysage de la "nouvelle" Chine laissée par Deng Xiaoping. Dans un contexte désormais favorable aux affaires, ce sont les "affairistes" plutôt que les entrepreneurs qui se taillent la part du lion. La tradition chinoise est respectée, selon laquelle la bureaucratie profite de sa position pour s'enrichir, tout en se méfiant des marchands qui pourraient lui faire concurrence sur le terrain des affaires.

Les transformations économiques ont de multiples retombées, parfois inattendues. Le rôle des informations scientifiques et techniques (IST) tend à être omniprésent et transforme notre perception. C'est notamment le cas de la défense, comme le montrent **Renaud Bellais** et **Blandine Laperche**. D'instruments servant à créer des armes, les IST deviennent aujourd'hui l'arme elle-même. Comment ne pas voir alors l'interpénétration croissante du civil et du militaire ? Une telle transformation mérite qu'on s'y attarde, car ses retombées à long terme ne sont pas toujours évidentes à envisager.

La "Toile" de RII, la recherche en réseaux

- **Partenariat avec l'Équipe de Recherche sur le Système Industriel (ERSI) de l'Université de Picardie, dirigée par Christian Palloix.**

Cette collaboration se concrétisera par une participation de l'ERSI à la réalisation en partenariat de la revue *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, par la publication d'un ouvrage dans la collection "Économie et Innovations" (L'Harmattan) intitulé *Firme et économie industrielle*, ainsi que par l'organisation d'un colloque sur la fin du travail. Ce partenariat sera l'occasion d'accroître les échanges entre les chercheurs des deux équipes, notamment par l'entrée de C. Palloix et Y. Rizopoulos dans le comité de lecture d'*Innovations*.

- **Application de la loi Robien au Dunkerquois**

Suite à un rapport sur les expériences locales dans l'aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT), le laboratoire RII collabore activement avec le comité de bassin d'emploi (CBE) à l'analyse des retombées de la loi Robien dans le Dunkerquois. Face au débat tant politique que théorique sur l'ARTT, il apparaît sur le terrain que les entreprises restent mal informées et abordent donc avec appréhension la loi Robien. Il s'agit d'un système très lourd à mettre en œuvre techniquement et juridiquement (surtout pour les PME), contre lequel beaucoup de salariés – au contraire des syndicats – se braquent par peur de l'inconnu.

Afin de mettre *pleinement* en œuvre la loi Robien, le CBE a donc mis en œuvre une procédure d'accompagnement afin d'aider les firmes, de les conseiller et de leur faire partager leurs expériences (par une mise en réseau). Les premiers résultats sont positifs, avec une heureuse retombée : la création ou

l'amélioration du dialogue social dans les firmes impliquées, autour d'un projet commun.

Nota bene : il est possible de consulter la loi Robien via Internet (<http://loi-robien.net>).

- **L'économie grecque à l'INALCO**

Dans le cadre d'une collaboration accrue avec le Centre Balkanique de l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) sur l'étude de l'économie grecque, Dimitri Uzunidis et Sophie Boutillier assureront prochainement un cours sur l'économie de la Grèce dans cette institution.

- **L'observatoire de la globalisation**

Le laboratoire RII participe à la création de l'Observatoire de la globalisation (Paris) qui réunit dans un même réseau des chercheurs, des journalistes et des syndicalistes. La mondialisation, nouvelle étape dans la dynamique capitaliste, menace la cohésion sociale, met en cause l'État de droit et entraîne la montée de la xénophobie et du nationalisme. L'Observatoire a pour but de fournir des éléments critiques d'information et d'analyse sur ce phénomène, permettant d'en appréhender les mécanismes et de décrypter le fonctionnement d'institutions dont l'opacité constitue un obstacle aux mécanismes démocratiques. L'objectif sera également de rendre compte des mouvements de résistance à la mondialisation et des tentatives de construction de modèles alternatifs.

Contacts : Agnès Bertrand ☎ : 01.43.30.38.17
 fax : 01.43.38.37.88
 Sophie Boutillier ☎ : 03.28.23.71.34
 fax : 03.28.21.71.10

La Recherche en Marche

Publications & Communications

BELLAIS Renaud, *La base industrielle de défense, une "Arlésienne" en économie industrielle ?*, coll. "Documents de travail", n°5, RII/Université du Littoral, Dunkerque, janvier 1997.

BOUTILLIER Sophie, Blandine LAPERCHE et Dimitri UZUNIDIS, "La trahison sociale de Renault", *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

—, "Délocalisations, emploi et fragmentation du travail", *Avancées*, Bruxelles, mars 1997.

COPPIN Olivier, *Déconcentration et délocalisation de la production, le cas des firmes-réseau*, coll. "Documents de travail", n°7, RII/Université du Littoral, Dunkerque, février 1997.

ETOGO Julien, *Le concept d'attractivité, Comment un pays construit-il son attractivité ?*, coll. "Documents de travail", n°8, RII/Université du Littoral, Dunkerque, avril 1997.

UZUNIDIS Dimitri, "Mondialisation - intégration : le rôle des États et des firmes", *Avancées*, Bruxelles, mai 1997.

ZIEL Jérôme, *Esprit d'entreprise et entrepreneurs - Éléments d'analyse à partir d'exemples européens, japonais, chinois et indiens*, coll. "Documents de travail", n°6, RII/Université du Littoral, Dunkerque, janvier 1997.

—, *Do Entrepreneurs Exist in China? The re-emergence of the private sector in a still widely State-held economy*, coll. "Document de travail", n°9, RII/UL, Dunkerque, avril 1997.

Les échos de la recherche

- **Journée "Emploi & Formation en Picardie", organisée par Christian Palloix (ERSI -**

Université de Picardie Jules Verne), 21 Janvier 1997.

Fethi Aboubeker a commencé par rappeler les différentes approches de la relation formation-emploi, prenant en compte la diversité des interactions entre le système éducatif et le système productif. Cette analyse a permis à François Lebeauin d'établir une illustration empirique de la difficile insertion des jeunes Picards dans le monde du travail.

Frédéric Lainé a brossé un tableau sombre des perspectives qui attendent les jeunes demandeurs d'emploi en Picardie : emplois précaires, peu de débouchés stables. L'horizon est donc bouché, sauf pour les trop rares secteurs en expansion (électronique et tourisme). Jean-Louis Girard ajoute trois autres facteurs de l'atonie et la fragilité de l'économie picarde : (1) l'absence de centres de décision privés locaux ; (2) une faible variété dans la structure des emplois offerts ; (3) un dynamisme de l'économie sud-picarde uniquement induit par la proximité de la région parisienne.

Anne Meuret a montré la dichotomie entre le système éducatif qui forme les jeunes à évoluer dans un environnement de travail où la conception est séparée de l'exécution et un monde du travail, où ces deux éléments deviennent inséparables. Catherine de Géry a rappelé l'importance de la formation continue dans l'accès et le maintien dans le salariat.

- **“Industries d'armement, institutions, économie-Réflexions sur les cas français et américains”, Jean-Paul Hébert (EHESS), Espaces Marx, 20 janvier 1997.**

Jean-Paul Hébert a tenté de montrer l'impact de la baisse des achats d'armes sur le système productif de l'armement, caractérisé par une “régulation administrée”. Loin de renvoyer à une situation économique classique, l'armement assurait aux firmes une marge garantie contre le renoncement à une maximisation de leur profit.

Pour l'État, un tel système minimisait les “coûts de transaction” et permettait de garantir son approvisionnement. Cependant, plusieurs ruptures sont intervenues : (1) la disparition d'un ennemi et donc de besoins clairement identifiables ; (2) une dérive dangereuse des finances publiques ; (3) un coût insoutenable des nouveaux armements ; (4) le délitement du compromis fordien, très présent dans l'armement.

Face à ce défi, les États-Unis ont rapidement incité les firmes à se restructurer – malgré un discours libéral de façade. Au contraire en France, l'atavisme et le désintérêt des politiciens pour cette industrie ont entraîné une restructuration d'autant plus douloureuse, car tardive et chaotique.

L'industrie d'armement en Europe pourra-t-elle survivre, face à des firmes américaines gigantesques et dont l'agressivité à l'exportation croît afin de compenser la baisse des commandes nationales ? La justification de cette industrie doit cependant rester militaire, diplomatique et non économique.

- **“Fonds de pension et financement de l'économie”, E. Reynaud (IRES), Espaces Marx, 19 février 1997.**

Les systèmes de financement des retraites, développés à partir de 1945 contribuent, théoriquement, par leurs effets redistributifs, au financement de l'économie. A l'heure actuelle, l'investissement des réserves détenues par les fonds de pension sur les marchés financiers internationaux rompt ce cercle vertueux et approfondit les contraintes du mode de production capitaliste.

Dans sa communication, E. Reynaud a souligné les enjeux liés à la financiarisation des systèmes de retraite. La concentration croissante des réserves destinées au financement des retraites, et le comportement pragmatique des acteurs, introduisent une nouvelle dimension dans la relation capital-travail. Une grande partie du revenu des futurs retraités est jouée à la bourse alors que les systèmes de retraite se sont mis en place pour fournir des ressources stables à tous ceux qui auparavant, avaient contribué au développement de la production. Le risque spéculatif est de plus en plus répercuté sur des salariés inégalement protégés. Il semble bien que le capitalisme ne soit pas guéri de sa myopie !

- **“Les ambiguïtés de la proximité, les nouveaux établissements d'équipement automobile”, Armelle Gorgeu et René Mathieu (Centre d'Étude de l'Emploi), ISERES, 21 avril 1997.**

Armelle Gorgeu et René Mathieu ont présenté les résultats d'une étude commandée par le Commissariat général au plan (et publiée en septembre 1996 dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*). Cette étude porte sur 26 établissements d'équipement automobile créés entre 1988 et 1994 et répartis sur toute la France.

L'étude montre que depuis quelques années, les constructeurs automobiles confient de plus en plus aux équipementiers des productions qui relevaient autrefois de leur compétence exclusive. Ces établissements, dits *de proximité*, doivent répondre aux exigences de livraison en flux synchrone (ou *kanban*). Ces contraintes ne sont pas sans avoir de répercussions sur les conditions d'embauche et de travail: salariés sans expérience syndicale, intérimaires ou CDD à perpétuité,...

Le Point sur...

Information scientifique et technique et rapports capitalistes

Blandine Laperche (RII)

Entrer dans la boîte noire de la technologie est depuis le début des années 1980 le fer de lance des économistes libéraux. L'analyse du changement technique et les nouveaux modèles de croissance ne font pourtant qu'effleurer la place de l'information scientifique et technique dans la concurrence mondiale. En effet, la majorité des économistes considèrent l'information scientifique et technique comme un potentiel de travail au service du capital et non, à l'instar de K. Marx, comme l'expression de rapports antagoniques entre le capital et le travail.

Pour Marx, le travail et son contenu sont appropriés par le capital et s'opposent au travailleur. Le travail général de l'esprit humain (information scientifique) est un bien libre, non coûteux pour le capital. Mais par la médiation de l'industrie, les informations scientifiques et techniques en tant que résultats des "applications technologiques de la science" deviennent des forces essentielles à l'accroissement de la plus-value. L'utilisation capitaliste des informations scientifiques et techniques, incorporées dans le savoir-faire des individus et dans le capital fixe, permet de réduire le temps de travail socialement nécessaire à la production de marchandises et de dégager davantage de valeur d'usage.

La concurrence contraint chaque capitaliste à révolutionner constamment les moyens de production. L'accroissement illimité des forces productives se heurte bientôt à la mise en valeur du capital existant. La concentration-centralisation du capital ouvre la voie à de nouveaux rapports entre l'entreprise capitaliste et l'information scientifique et technique. Elle peut être utilisée pour freiner la baisse des profits (économies du capital constant, accroissement de la rotation du capital) ou bien être refusée, si elle devient trop coûteuse par rapport au travail qu'elle doit remplacer.

L'appropriation de l'information scientifique et technique est, en période de crise économique, le nerf de la concurrence monopolistique. Le coût croissant de l'innovation technologique (dépenses de recherche, incertitude) oblige les firmes concentrées à se protéger des risques en s'appropriant les informations de toute nature par le biais des avantages liés à leur taille (économies d'échelle et/ou d'envergure) et des stratégies d'internalisation de petites structures productives éparpillées, riches en idées nouvelles.

La libéralisation des marchés mondiaux accroît la liberté de gestion et d'allocation des ressources des grands groupes et renforce la compétition pour l'appropriation de l'information scientifique et technique. Par le biais d'alliances stratégiques, de leurs investissements dans la production de savoir à fort potentiel d'utilisation,... les grandes firmes cherchent à maîtriser les informations scientifiques et techniques "biens de production" qui leur permettent de créer un éventail de biens et services finaux très large, de se mettre en position de veille technologique et de réguler les relations oligopolistiques.

Les stratégies soutenues par les États et les institutions internationales, d'appropriation puis d'application de l'information scientifique et technique dans les processus de production (généralisation des équipements électroniques) ont permis dans les années 1970 et 1980 de sauvegarder les profits des firmes concentrées. Dans le même temps, le salarié, d'"appendice de la machine", est devenu "le luxe superflu du capital".

Mais les contradictions du capitalisme sortent par la porte et entrent par la fenêtre, et l'"usine du futur" est aujourd'hui contrainte (compte tenu du chômage croissant et des pressions étatiques) de réhabiliter l'individu, son savoir-faire et sa malléabilité (rendue plus aiguë par le chantage à l'emploi et à sa précarisation) comme source de valeur pour l'entreprise. La baisse relative du coût du travail par rapport à celui du capital tend à freiner l'automatisation au profit de l'emploi... précarisé à l'échelle mondiale.

L'information scientifique et technique est aujourd'hui plus que jamais l'expression d'un rapport social antagonique, dont l'aboutissement est conditionné par les perspectives du marché et l'intensité des luttes sociales.

★

Information scientifique et technique et rapports capitalistes est un aperçu de L'information scientifique et technique : entrant productif ou rapport social ?, collection "Documents de travail", n°4, R.I.I./U.L., décembre 1996.

L'entrepreneur dans la pensée économique indienne classique

Jérôme Ziel (RII)

L'Inde, géant économique du XXI^e siècle ? Ainsi peut-on résumer la teneur de différents articles consacrés au géant asiatique, auquel on prédit une croissance économique aussi forte que celle de la Chine. Les inquiétudes occidentales sont néanmoins tempérées par les difficultés de l'Inde à s'engager dans la voie des réformes économiques : l'ouverture et la libéralisation du pays sont plus lentes que prévues, tandis que les réflexes protectionnistes demeurent, tant au niveau du gouvernement que des industriels. Peut-on incriminer le manque de culture économique des Indiens, plus « naturellement » portés vers la méditation, la philosophie et les sciences dures ? Deux éléments spécifiques du contexte culturel indien permettent de réfuter cette thèse : premièrement, le bouddhisme, contrairement à un sentiment largement répandu en Occident, n'est pas une religion a-économique. Deuxièmement, l'*Arthashastra*, ouvrage fondamental de la culture indienne, écrit par Kautilya en 300 av. J.-C., témoigne de l'intérêt précoce porté par les Indiens à l'économique.

Le bouddhisme favorable aux activités économiques

Il convient de s'éloigner de la vision d'un bouddhisme prônant le renoncement aux choses de ce monde. Au contraire, Bouddha recommande aux laïques de s'enrichir honnêtement sans ménager leurs efforts. L'individu séculier qui cherche à atteindre le *Dhamma* (l'accomplissement) doit travailler dur, entretenir ses compétences et prendre soin de ses possessions. Il ne doit pas céder au découragement ou au contraire à l'exaltation, mais conduire ses affaires sereinement, sachant qu'après avoir subi une perte, il sera en mesure de stabiliser ses revenus à tel niveau tout en faisant en sorte que ses dépenses n'excèdent pas ses revenus. Il ne doit ni gaspiller sa richesse, ni l'amasser de façon excessive. Il doit pratiquer l'économie, en s'efforçant d'épargner 25% de son revenu, destinés à être normalement réinvestis dans sa propre affaire, afin de se ménager des perspectives futures. Enfin, il doit aider les autres - les moines, en particulier, mais aussi toutes les créatures vivantes.

L'Arthashastra de Kautilya : l'État comme premier entrepreneur du pays

Kautilya présente l'économie comme un instrument fondamental dans l'art de gouverner. L'économie donne des "recettes" permettant de parvenir à la prospérité générale, y compris celle de l'État qui, grâce aux impôts prélevés sur des sujets plus riches, peut financer son train de vie et ses dépenses guerrières. En outre, l'État tire des recettes d'entreprises qu'il possède dans des secteurs variés : l'agriculture, la sylviculture, l'orfèvrerie, l'extraction minière, le textile et autres produits manufacturés.

L'État est donc le plus grand entrepreneur du pays. Pour cette raison, Kautilya ne considère pas que les activités commerciales, minières ou manufacturières sont inférieures à l'agriculture. Il décrit même l'activité du marchand comme

honorable. De même, le prêt avec intérêt, en argent ou en nature, n'est pas condamné, quoique soumis à une réglementation : montant maximum des sommes pouvant être prêtées, taux maxima à appliquer. Car Kautilya garde en tête que ces activités économiques sont des sources de revenus potentiels pour l'État, sous forme de recettes d'impôts. Une certaine liberté économique est donc accordée aux sujets indiens, jusqu'à un certain point et malgré de nombreuses réglementations. Par exemple, Kautilya prône la limitation des marges de profit ainsi que le contrôle de la qualité des produits offerts à la vente.

L'attitude de Kautilya envers le secteur privé est ambiguë : d'un côté il le tolère, parce que plus les affaires conduites par les marchands sont prospères, plus le montant d'impôts qu'ils versent au trésor est important. D'un autre côté il s'en méfie, car il a peur que la liberté d'entreprendre n'aboutisse à l'instabilité sociale et à une perte de contrôle par l'État. C'est pourquoi, bien qu'il reconnaisse l'importance et le bénéfice que l'État peut retirer des activités commerciales et artisanales, il insiste sur la nécessité pour le souverain de maintenir son contrôle sur ces dernières. Kautilya est en effet conscient du danger représenté par la poursuite débridée de l'intérêt personnel pour la stabilité de l'État. Aussitôt que les limites du "tolérable" ont été franchies par les marchands, Kautilya recommande au souverain la plus grande fermeté, et l'usage approprié de la "punition", comme moyen pour l'État de rétablir sa pleine et entière autorité sur la caste des marchands. Car la liberté est un danger pour le pouvoir du monarque, selon Kautilya.

Le rappel des recommandations économiques du bouddhisme, de même que le traité d'économie publique esquissé par Kautilya dans son *Arthashastra* nous montrent que le contexte indien n'est pas défavorable aux marchands, ni aux affaires. Simplement, Bouddha et Kautilya réaffirment l'impératif de stabilité indispensable à la paix sociale. En conséquence, la vision de l'économie qu'ils nous proposent est une succession de gestes routiniers aboutissant à l'état stationnaire.

★

L'entrepreneur... est un aperçu de Esprit d'entreprise et entrepreneurs - Éléments d'analyse à partir d'exemples européens, japonais, chinois et indiens, collection "Documents de travail", n°6, R.I.I./U.L., janvier 1997.

Les Rendez-Vous de R.I.I.

Les Ateliers d'Innovations

- **le 12 mai 1997 : Entrepreneurs asiatiques**
Gilles Guiheux, Directeur de l'Institut du Monde Asiatique et de l'Océan Pacifique, Université d'Artois

Confrontées à une hausse de leurs coûts de production, les entrepreneurs taiwanais ne peuvent plus se contenter de fabriquer des produits électroniques bas de gamme, d'être les sous-traitants de firmes occidentales ou japonaises. L'industrie taiwanaise se redéploie en délocalisant les productions intensives en travail et à technologie simple vers la Chine populaire et en réalisant une remontée des filières technologiques, afin de se positionner sur des produits à forte valeur ajoutée.

- **le 30 juin 1997 : Les nouveaux habits du taylorisme**
Guillaume Duval, ingénieur, revue *Alternatives économiques*

Entre les apôtres de la fin du travail et les annonciateurs de la disparition de l'industrie, nous pourrions penser que le taylorisme constitue une forme d'organisation archaïque, condamnée à disparaître. Loin de soutenir cette thèse, G. Duval nous montrera que le taylorisme s'est adapté aux changements économiques et revêt de nouvelles formes. Après avoir dominé l'industrie, il étend aujourd'hui son emprise aux services.

*

Pour l'année universitaire 1997-1998, le thème retenu pour les séminaires est "PME-PMI et système productif". Parmi les intervenants déjà programmés : **Joseph Romano**, sociologue de l'université Nancy II (la PME n'est pas un fait social) ; **Susan George** ; **Christian de Brie**, *Le Monde diplomatique* (mondialisation, pratiques

antidémocratiques et injuste) ; **Guy Caire**, de l'université Paris-Sud ; et **Frédéric Boccara**, INSEE (la compétitivité des PME). Les dates de ces Ateliers seront fixées ultérieurement. Pour toute information, veuillez contacter le laboratoire (cf. page 1).

Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation (n°6/1997-2)

"K. Marx. Le capital et sa crise"

Le détour par l'œuvre de Marx est important pour comprendre la situation actuelle, puisqu'il a été le premier économiste à raisonner non pas *dans*, mais *sur* le système capitaliste. Son approche interdisciplinaire et holiste est nécessaire pour comprendre les mouvements longs de l'économie (G. Duménil et D. Lévy), même si sa dimension explicative apparaît parfois contradictoire.

L'explication mécaniste des crises occulte le rôle des luttes sociales (R. Di Ruzza), bien que l'analyse de Marx révèle la dialectique des rapports sociaux de production et le rôle fondamental de l'accumulation (S. de Brunhoff, N. Zagouras). Celle-ci entraîne une dislocation de la société (D. Uzunidis, A. Berthoud). Les crises ne sont alors que le résultat des contradictions intrinsèques du capitalisme (S. Boutillier).

L'État participe à cette évolution auto-destructrice par son soutien aux grands groupes (B. Laperche, R. Bellais). Cependant, en se focalisant sur les pays industrialisés, Marx n'a pas su percevoir toute l'importance de la constitution d'un système-monde dans l'expansion du capitalisme (P. Le Masne, R. Foudi).

Anticonformistes...

Professeur atypique, **Thorstein Veblen** refusait de torturer ses étudiants en leur imposant des examens et autres travaux de discipline. Il avait l'habitude d'attribuer la même note à tous les étudiants.

Un jour qu'il se masturbait sur la place publique, **Diogène de Sinope**, le philosophe cynique, se serait écrié : "Plût au ciel qu'il suffit aussi de se frotter le ventre pour ne plus avoir faim !"

Absorbé par ses pensées lors d'une promenade avec un ami, **Adam Smith** tomba dans une fosse de teneur. Étonnamment distrait, il fit lui-même infuser une boisson à base de pain et de beurre et déclara que c'était la meilleure tasse de thé qu'il eût jamais bu. Que dire

alors des fois où il se promenait en robe de chambre ou imitait avec sa canne le salut militaire de la garde royale en lui emboîtant le pas...

Les députés du **PCF** ont annoncé, mardi 1er avril, leur intention de déposer une proposition de loi pour ériger "*un monument au Travailleur inconnu*". "C'était un poisson d'avril !", ont-ils fini par avouer – goguenards.